

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIAL

4 rue des Roquemonts
CS 35051
14050
14000 Caen

Références : 2025.192
Code AIOT : 0005301164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement AGRIAL implanté Rue Montsautreuil 14190 Saint-Sylvain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été initiée dans le cadre de l'action régionale 2025 de l'inspection des installations classées visant les installations électriques.

Un bilan sur les émissions sonores du site a été fait. La conformité à l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/04/2014 concernant la disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie pour les services de secours a également été vérifiée.

Après un point en salle sur les rapports de vérification électrique, les contrôles périodiques des extincteurs, une visite « terrain » a été effectuée avec pour objectif de procéder à un contrôle visuel par sondage de l'état général des équipements électriques, d'observer les travaux entrepris pour

diminuer les émissions sonores et d'examiner les moyens de lutte contre l'incendie disponibles pour les services de secours.

L'itinéraire suivant a été suivi:

-TGBT (semences, ancienne installation) ;

-armoire table densimétrique ;

-local trommel ;

-TGBT (semences, nouvelle installation) ;

-poste de livraison semences ;

-nouveau bâtiment de stockage sud ;

-aire de stockage "eau rouge" ;

-poste de livraison silo ;

-TGBT silo ;

-silo tour 2 ;

-passerelle silo 2 .

L'inspection s'est achevée par une restitution en salle des contrôles menés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIAL
- Rue Montsautreuil 14190 Saint-Sylvain
- Code AIOT : 0005301164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site AGRIAL situé dans la commune de Saint Sylvain occupe une surface de près de 81500m² et regroupe deux activités:

- Le stockage de céréales
- La station de semences

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite « terrain », trois IBC contenant chacun un mètre cube d'eau rouge (colorant utilisé pour la partie semence) étaient installés sur une aire extérieure, en attente de déversement dans des bacs d'évaporation. Ces IBC ne disposaient pas de rétention. L'exploitant a indiqué qu'il modifierait ses pratiques et que ces contenants ne seraient plus stockés de cette manière. Ce point pourra faire l'objet d'une vérification lors d'un prochain contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 30/04/2014, article 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention contre le bruit	Arrêté Préfectoral du 17/02/1995, article 17.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté les récents contrôles électriques accompagnés des rapports correspondants. Cependant, bien que les Q18 mentionnent un contrôle complet des installations électriques, certaines limites d'intervention ont été relevées, notamment concernant les matériels en hauteur dans la section semences ainsi que les coupures non autorisées dans les locaux haute tension. Des contrôles complémentaires seront donc nécessaires.

En ce qui concerne les ressources en eau destinées à l'extinction des incendies, l'exploitant ne dispose toujours pas des données de débit simultané des poteaux incendie, rendant une mise en conformité urgente.

Enfin, des modifications ont été apportées aux ventilateurs des silos afin de réduire les émissions sonores. Toutefois, un contrôle supplémentaire devra être réalisé pour vérifier l'impact réel de ces améliorations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de contrôles électriques réalisés en 2024 par la société Apave, concernant les silos rapport n°0568989-010-1, daté du 25/04/24, et la partie semences rapport n°1341855-006-1, daté du 27/06/24. Chaque rapport de 2024 mentionne la date du contrôle effectué en 2023, attestant ainsi du respect de la périodicité réglementaire sur les deux dernières années.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats :

Le site est subdivisé en deux parties distinctes pour les contrôles électriques : la section silo et la section semences.

Section silos :

Le rapport de contrôle n° 0568989-010-1, daté du 25/04/2024 et réalisé par la société Apave, a été fourni pour la section silo. Il met en évidence 10 non-conformités, tandis que le Q18 associé signale des risques d'incendie ou d'explosion. Certaines limites d'intervention sont notées notamment :

-l'examen des cellules HT n'a pas été effectué faute de coupure pour des raison d'exploitation.

Section semences:

Le rapport de contrôle n° 1341855-006-1, daté du 27/06/24 et réalisé par la société Apave, a été fourni pour la section semences. Il met en évidence 53 non-conformités, tandis que le Q18 associé signale des risques d'incendie ou d'explosion. Certaines limites d'intervention sont notées, notamment :

-les appareils en hauteur supérieur à 4 mètres

-coupures non autorisées sur HT et DGPT2

Une incohérence subsiste quant à l'exhaustivité du contrôle réalisé sur la section silos. En effet, l'exploitant n'a pas autorisé une coupure totale de l'installation pour la partie haute tension, alors que le rapport indique une vérification complète de l'établissement.

Le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'a pas été transmis pour le contrôle de la section semences et est indiqué comme "sans objet" pour la zone silos. Ce point devra être clarifié lors du prochain contrôle, d'autant plus que l'exploitant a fourni un document interne référénçant le zonage ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra engager un dialogue avec son bureau de contrôle afin d'éclaircir les incohérences identifiées dans les rapports. Par ailleurs, il devra organiser un contrôle complémentaire visant à compenser les limites d'intervention observées lors des vérifications précédentes. Ces actions sont essentielles pour garantir une analyse complète et assurer la conformité des installations.

Enfin un plan d'action devra être élaboré avec une hiérarchisation des non-conformités à lever.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Constats :

<p>Zone silos:</p> <p>L'exploitant s'appuie sur un service de maintenance mutualisé pour gérer les non-conformités identifiées dans les rapports de vérification des installations électriques. Ces non-conformités sont prises en charge par ce service, mais aucune formalisation ou priorisation des actions correctives n'est mise en place. Seule une annotation sur le rapport, indiquant que la non-conformité a été levée, est effectuée. Pour l'année 2024 l'ensemble des non-conformités ont été traitées.</p> <p>Zone semences:</p> <p>Les non-conformités susceptibles de provoquer un incendie ont été traitées. Toutefois, des remarques persistent concernant l'absence d'identification de plusieurs circuits sur l'installation ainsi que le manque de mise à jour des plans, malgré les modifications successives du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit entreprendre l'identification des circuits et, dans la mesure du possible, actualiser les plans afin de refléter les modifications successives du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones ATEX se trouvent dans la partie silos et semences du site. L'exploitant a fourni un plan précisant l'emplacement de ces zones.</p> <p>Les rapports de contrôle des installations électriques incluent une vérification spécifique portant sur ces zones. Cependant, lors de la visite terrain, l'Inspection a relevé que la signalisation présente était de taille relativement réduite, rendant l'information difficilement visible. De plus, certains équipements figurant comme étant classés ATEX ne possédaient pas d'affichage ad hoc.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un affichage ATEX plus explicite et généralisé aux matériels concernés doit être mis en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques inspectées par sondage lors de la visite terrain ont été jugées bien entretenues et propres. Les armoires électriques étaient correctement verrouillées, et des panneaux signalant les risques électriques étaient clairement affichés à l'entrée des locaux concernés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection recommande à l'exploitant de maintenir une vigilance constante concernant l'état de propreté des armoires électriques. Il est également conseillé d'ajuster la fréquence de nettoyage en fonction des besoins, afin de réduire efficacement les risques de départ de feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention et lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2014, article 1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article 77 de la loi n°2 011-525 du 17 mai 2011 codifié aux articles L 2213-32 et L 2225-1 à L 2225-3 du code général des collectivités territoriales et du document technique D9 définissant les besoins en eau en cas de sinistre, l'exploitant doit assurer en permanence la disponibilité d'un potentiel hydraulique de 240 m³ utilisables sur deux heures (débit requis de 120 m³/h) qui sera obtenu à partir de bouches d'incendie ou de poteaux d'incendie normalisés NFS 61 211 ou NFS 61 213 (fournissant 60m³/h alimentés par une canalisation de diamètre 100 à une pression résiduelle de 1 bar) implantés à 100 mètres au plus du risque le plus éloigné à défendre, et en dehors des flux thermiques de 5 kW/m².</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les données de débit des deux poteaux incendie du site. Toutefois, l'Inspection dispose des informations issues des derniers relevés effectués par le SDIS, indiquant les débits suivants :</p> <p>Poteau n°146590014 : 95 m³/h (relevé du 04/02/21)</p> <p>Poteau n°146590015 : 75 m³/h (relevé du 04/02/21).</p>

Les contrôles effectués en 2024 sur l'ensemble des extincteurs du site ainsi que sur les colonnes sèches des deux zones ont été transmis, sans qu'aucune non-conformité ne soit relevée. L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit être en mesure de justifier, à tout moment, la disponibilité des moyens d'extinction incendie nécessaires à son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, dans les plus brefs délais, réaliser une mesure de débit simultanée des deux poteaux incendie afin de vérifier l'atteinte de l'objectif de 120 m³/h fixé par son arrêté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention contre le bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/1995, article 17.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux acoustiques

Prescription contrôlée :

L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations classées et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques sont applicables à l'établissement.

Le contrôle des niveaux acoustiques en limite de propriété sur tout le pourtour de l'établissement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe suivant la période de la journée, les valeurs des niveaux acoustiques limites admissibles.

Emplacements des points de mesure	jour ouvrable 7h/20h	p é r i o d e i n t e r m é d i a i r e jour ouvrable 6h/7h- 20h/22h dim. & jours fériés 6h à 22h	nuit: 22h/6h
Seuils admissibles en dB (A) en limite de propriété sur tout le pourtour de l'établissement	55	50	45

[.....]

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports de contrôle des émissions sonores pour les années 2023 et 2024. Le point 3, situé en zone à émergence réglementée à l'est du site, demeure non conforme durant la période nocturne. Malgré une amélioration notable de 7 dB entre 2023 et 2024, le niveau sonore reste excessif. Des travaux ont été réalisés depuis la campagne de mesure de 2024, notamment par l'ajout de pièges à son sur la sortie d'un ventilateur. Toutefois, aucune nouvelle mesure n'a été effectuée à ce jour pour évaluer l'impact réel de ces interventions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer dans les meilleurs délais de nouvelles mesures acoustiques, prenant en compte les conditions réelles de fonctionnement du site. Ces mesures permettront de confirmer la conformité des émissions sonores et de s'assurer que les nuisances constatées ont été efficacement corrigées. Dans le cas contraire, un plan d'action devra être proposé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois